

Architecture et Développement en capitalisant les expériences en situation de crise a pour objectif de participer à l'amélioration des pratiques humanitaires dans les contextes urbains. A&D contribue ainsi à la communication des expériences, se plaçant dans une position de diffusion d'informations. Cela nous permet aussi -en tant qu'association de solidarité internationale mobilisée sur le thème de l'architecture appropriée- de nous positionner et de nourrir le débat sur les modalités d'intervention en zone grise.



Nous avons souhaité faire un bilan de la situation à Bam huit mois après le séisme de décembre 2003 : aujourd'hui, quelles sont les conditions de vie et l'état d'esprit des populations affectées par le séisme ? Quelles ont été les initiatives qui ont vu le jour, celles qui sont restées lettre morte, quel type de réponses ont été mises en place au niveau institutionnel et au niveau non-gouvernemental ? ...

Ce travail de capitalisation des actions entreprises à Bam depuis huit mois a été mené depuis le siège parisien d'A&D entre le mois de juillet et d'octobre 2004 par un groupe de travail réunissant à la fois de jeunes professionnels des métiers de l'humanitaire, des experts en structures parasismiques et des architectes franco-iraniens. A travers un travail de recherche sur Internet, d'entretiens en France auprès d'acteurs humanitaires, de représentants officiels ou de professionnels iraniens, les informations récoltées ont été nombreuses et variées.

Notre démarche ne répond pas à un souci d'exhaustivité. Nous avons souhaité questionner les initiatives entreprises afin de présenter des pratiques exemplaires en matière d'habitat en contexte de post urgence et, à défaut, de questionner les causes de l'absence de telles actions. Certaines initiatives seront mentionnées dans ce document, comme base pour lancer des pistes de réflexions et souligner les enjeux liés au cadre bâti à Bam. La perspective dans laquelle nous nous plaçons est la suivante : l'habitat constitue une approche pour appréhender la question de la pauvreté urbaine. Notre objectif est de chercher comment limiter la précarisation des populations affectées par une crise en travaillant sur l'habitat.

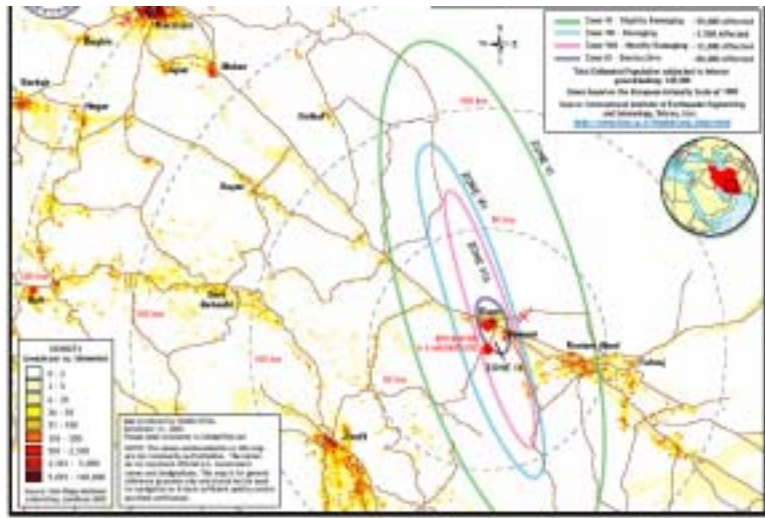
Les réponses apportées en matière d'habitat seront déterminantes pour les habitants de Bam au-delà de l'aspect strictement matériel de la reconstruction. D'une part, parce qu'elles contribuent à éviter ou à précipiter la précarisation des populations affectées par une crise. D'autre part, parce qu'elles incarnent le hiatus entre urgence et développement. Bam est une situation exemplaire d'un cas de catastrophe naturelle ayant des conséquences massives en terme de pertes humaines et de destructions matérielles. Une fois l'urgence médicale passée, l'habitat¹ est le premier besoin des populations affectées par un séisme. Pourtant, l'habitat ne peut se comprendre que dans la durée, surtout en cas de crise aiguë (guerre, catastrophes naturelles...) où la reconstruction morale des populations passe nécessairement par la reconstruction physique d'une maison, d'un quartier, d'une ville et leur ré-appropriation par les populations affectées. L'habitat représente la matérialisation concrète de la reprise d'une vie, du dépassement de la crise ; en cela, il possède une importance symbolique qui vient s'ajouter aux nécessités matérielles de la reconstruction. L'habitat, parce qu'il est amené à se pérenniser, est donc au cœur du maillon court terme/long terme. Il peut être une solution exemplaire à l'établissement du lien entre urgence et développement. Il faut, dès l'urgence, avoir à l'esprit et intégrer les enjeux du long terme. Combien de fois la pérennisation de solutions 'temporaires' pour l'habitat s'est révélée dramatique en terme de précarisation des populations victimes de crise ? « Microondas » désertées au Salvador, déplacement des populations dans des zones enclavées, logements « provisoires » qui se pérennisent... N'est-il pas temps d'arrêter d'évacuer la question de la durabilité sous prétexte d'intervenir dans une situation d'urgence?

¹ On entendra par les activités développées en matière d'**habitat** toutes les activités créatrices d'espace et de relations sociales.

Partie 1 : séisme du 26 décembre 2003, Bam, Iran.

1. Bref rappel de la catastrophe.

Dans la matinée du 26 décembre 2003, à 5h00 du matin, heure locale, un tremblement de terre d'une magnitude de 6.3 sur l'échelle de Richter (selon l'institut de géophysique de l'université de Téhéran) a frappé la ville de Bam, située dans la province de Kerman, au sud-est de l'Iran. L'épicentre du séisme est situé à 29.01° Nord - 29.01° Est, à 10 kilomètres au sud-ouest de la ville de Bam.



Les habitants de Bam étaient environ 100.000 sur les lieux à l'heure du séisme. La plupart des habitants dormaient, ce qui pourrait être l'une des causes de la gravité du séisme en pertes humaines.

Le séisme de Bam s'est produit sur l'une des branches du système de faille de Nayband-Gowk qui borde à l'est le bloc du Lout. Ce système de faille a généré plusieurs séismes significatifs depuis 25 ans.

L'Iran est un pays exposé très violemment aux [risques sismiques](#). Depuis 1962, on dénombre un total de 138 612 morts (et environ 3 fois plus de blessés, soit 400 000 personnes) suite à des catastrophes sismiques en Iran. Les esprits restent notamment marqués par le séisme de Roudbâr, survenu en 1990, causant la mort de 40 000 personnes.



Faille de Bam



Effondrement du réseau d'irrigation traditionnel.



Vue aérienne : faille de Bam

2. Ampleur de la catastrophe :

Fin mars, les statistiques officielles d'Iran ont établi le nombre de morts à 26.271, le nombre de blessés à 30.000, le nombre de familles sans abri à 75.000 et le nombre d'enfants isolés à 1850².

Bien que ces chiffres soient inférieurs à certaines estimations, faisant état de 40 000 morts (sources Unesco) l'ampleur des dégâts est énorme. La région de Bam est gravement détruite. Au total, on recense 290 villages alentours sévèrement détruits et 200000 personnes touchées par les destructions. Plusieurs sources mentionnent une [évaluation des dommages](#). N'ayant pu nous procurer l'évaluation officielle, nous nous sommes basés sur plusieurs documents afin de recouper des informations pertinentes.

3. Contexte socio-économique :

La ville de Bam est entourée de massifs volcaniques au nord et au sud. Le temps y est sec, la pluviométrie faible. Les nuits hivernales sont froides (en dessous de zéro°C) et les journées d'été particulièrement chaudes, ponctuées par des tempêtes de sable.

Fondée pendant la période Sassanide, dynastie qui régna sur la Perse de 224 à 637, Bam était un carrefour commercial. Les contraintes géoclimatiques sont à l'origine de l'organisation spatiale urbaine de la région : la ville-noyau de Bam s'est développée dans le désert autour d'une oasis, la population développant petit à petit des techniques visant à maîtriser l'environnement aride, notamment les « quanats », réseaux permettant de distribuer l'eau souterraine.

Le séisme du 26 décembre a donc gravement porté atteinte à l'identité culturelle puisque l'identité locale est très forte, s'appuyant sur une histoire ancienne, d'où l'attachement de la population à ce lieu et l'impossibilité d'un transfert de la ville.

L'agglomération de Bam est divisée en 4 districts et 5 municipalités (Bam, Baravat, Mohammad Abad, Rigan, Fahraj et Norma Shir). La ville même de Bam comptait 82 000 habitants avant le séisme. La ville de Bam était composée d'une classe moyenne considérée comme prospère, tirant ses revenus essentiellement de la culture de dattes (120 000 tonnes annuelles) et d'agrumes (oasis au sol fertile) et du revenu touristique généré par la citadelle. [La citadelle Arg e Bam](#), la plus grande structure en terre crue du monde attirait 300 000 touristes par an dont 1/3 étaient étrangers, contribuant ainsi au dynamisme économique de Bam. Les activités industrielles et minières s'étaient développées à Bam. On comptait 68 industries et 73 nouvelles industries. La ville était également active dans le domaine culturel, avec 11 bibliothèques, 2 cinémas et un théâtre. Mais cette prospérité n'excluait pas les problèmes sociaux, notamment le chômage (21 % de la population active) et l'usage de drogue. Longtemps Bam a été le carrefour de plusieurs routes commerciales ; aujourd'hui cette position privilégiée et proche de l'Afghanistan la rend attrayante pour les trafiquants de drogue, ce qui en fait une région peu sûre.

4. Réponses immédiates à la crise : interventions d'urgence et de réhabilitation :

a. Dispositif iranien :

Dès l'annonce du séisme, le gouvernement iranien a lancé un appel immédiat à [l'aide internationale](#) pour aider à la prise en charge de la



Ville de Bam



Citadelle Arg-E-Bam, avant le séisme du 26 décembre 2003.



Bam, vue aérienne après le séisme du 26 décembre.

² IFRC, Iran: Bam earthquake Revised Appeal No. 25/03 Operations Update No. 11, 6 Apr 2004.

phase d'urgence : secours dans les décombres, aide médicale, fourniture de matériel, distribution d'aide alimentation, d'eau et de couvertures...

Dès la fin janvier, un comité pour la reconstruction, [Bam Reconstruction Office](#), regroupant les représentants des ministères concernés et le gouverneur de la région, a été mis en place pour élaborer un plan de reconstruction. Le mandat du BRO est de gérer l'ensemble de l'aide apportée à Bam ; il est responsable tant pour gérer les budgets, choisir et entériner les lignes d'action, et les acteurs de la reconstruction. C'est donc l'interlocuteur principal des acteurs extérieurs. La responsabilité effective de l'après séisme est détenue par la [Housing Fundation](#), l'un des organes du *Guide suprême*. On touche là à la spécificité du [contexte politique iranien](#) : la structure étatique de la République Islamique d'Iran repose sur un système complexe où la structure théocratique continue d'avoir droit de regard et de contrôle sur le législatif. Cela entraîne des difficultés à identifier les interlocuteurs porteurs du pouvoir de décision réelle en matière d'intervention à Bam.

b. Interventions des ONG

Suite au séisme dévastateur du 26 décembre 2004 à Bam, province de Kernam, l'Etat iranien a lancé un appel à l'aide internationale.

Nombre d'ONG ont afflué pour porter secours à la population victime du séisme. Il serait trop exhaustif de toutes les recenser. Nous avons toutefois recensé certaines des actions mises en place dans l'urgence. Les ressources disponibles veulent que ce soient essentiellement des ONG françaises dont on rende compte ici, malgré le haut degré de participation d'autres pays, notamment ceux du Moyen Orient qui se sont fortement mobilisés.

La plupart des ONG intervenues dans l'urgence se sont aujourd'hui retirées d'Iran, hormis quelques-unes. La séparation très (trop) formelle couramment établie entre les phases d'urgence, de réhabilitation et de développement ne nous semble pas pleinement pertinente. Pourtant, nous l'avons choisie pour présenter certaines des actions entreprises depuis le lendemain du séisme jusqu'à aujourd'hui, dans un souci de clarté.

[Médecins du monde \(MDM\)](#) a ouvert une mission à Bam au mois de décembre 2003 pour répondre aux besoins d'urgence de la population touchée par le séisme ; cette mission a été fermée le 03 juin 2004. Outre la distribution de matériel médical et non médical (kits chirurgicaux, tentes, lits, couvertures), un programme de santé de soins primaires a été mis en place pour l'ensemble de la population ainsi qu'un programme de soutien psychologique.

[Médecins Sans Frontières \(MSF\)](#), présent dans la région de Bam depuis 1995 à travers un programme d'aide aux réfugiés afghans a utilisé cet ancrage géographique effectif pour mener une intervention médicale d'urgence. Une prise en charge médicale des patients a été effectuée par MFS à la fois dans l'hôpital de Bam, mais également à travers la mise en place de cliniques mobiles et d'un dispensaire provisoire. Parallèlement à cette aide médicale d'urgence, MSF a procédé à la distribution de produits de première nécessité (tentes, couverture, kits hygiène, biscuits protéinés, eau, etc...) et a contribué à réaliser l'adduction d'eau de certaines zones de Bam et des structures de santé. MSF a également développé un programme de soutien psychologique aux populations touchées par le séisme, programme clôturé fin avril 2004, et transféré au ministère de la santé iranien et aux autorités locales.

[Le Secours Populaire Français](#) a apporté une aide d'urgence en produits de première nécessité et a pris en charge l'installation de deux écoles temporaires préfabriquées dans la toute proche banlieue de Bam. Le



Bam



Destructions à Bam.



À Bam, au lendemain du séisme.

Secours populaire a donc considéré que la re-scolarisation des enfants était l'une des priorités à Bam. D'autre part, le choix de mettre en place des structures temporaires et excentrées soulève des questions d'égalité dans l'accès à l'éducation et de durabilité de la démarche : comment ces enfants affectés psychologiquement pourront-ils s'approprier ces lieux d'apprentissage temporaires ? Quels enfants auront accès à l'éducation à travers ces structures, d'un point de vue géographique (elles sont situées en périphérie) et d'un point de vue identitaire (question de la non-mixité...) ? Autant de questionnements préalables à toute action qui traduisent un souci de qualité et de pertinence des actions entreprises. D'autres initiatives ont vu le jour. La [Banque mondiale](#) et l'[Unicef](#) sont actifs à Bam et de plus petites structures non gouvernementales comme l'ONG suisse [Médair](#) ou Le [Croissant Bleu](#) (ONG turque) y mènent des projets de long terme.

Partie 2 : Bam + huit mois : diagnostic et premières leçons

1. Bam, ville fantôme ?

Huit mois après le séisme, les multiples acteurs présents dans la phase d'urgence se sont retirés de la ville tandis que la phase de reconstruction est longue à se mettre en place. Bam semble bien caractéristique de cette zone grise qui flotte entre urgence et développement : oubliée, vidée d'une part de ses habitants, sans aucune activité économique, Bam a aujourd'hui l'aspect d'une ville fantôme.

Ceux qui l'ont pu ont quitté Bam pour se réfugier dans des villes alentours ; les autres restent sur les lieux de la catastrophe, dans l'attente. Certaines familles refusent d'occuper les abris temporaires en préfabriqués mis en place par le gouvernement. Elles demeurent sur leur ancien lieu d'habitation, ce qui, selon le discours officiel retarde le déblayage des gravats. Ajoutons à cela la chaleur extrême et l'indifférence des médias qui ne couvrent plus la région : une certaine aboulie semble s'être emparée des autorités iraniennes et des ONG internationales, peu visibles sur Bam.

L'approvisionnement en eau et en nourriture reste assuré en continu : l'adduction en eau est rétablie à certains points de la ville et les distributions de nourriture sont assurées par le Croissant Rouge iranien et le comité de l'Imam Khomeini. Les populations demeurent donc dans une situation de dépendance, puisque aucune reprise de l'activité économique sensible n'a vu le jour.

Les difficultés et les blocages actuels à Bam résultent d'un ensemble de facteurs. Ils illustrent d'abord l'absence de cohérence et de continuité entre les actions menées, absence qui génère des tensions au sein de la population. Le temps de l'urgence s'est caractérisé par un manque de coordination et de lisibilité des actions de terrain. Puis, une fois l'urgence passée, l'aide internationale massive s'est arrêtée, conformément à son mandat, mais le relais a mal été assuré. Les populations affectées sont donc aujourd'hui dans la confusion ; informer et tenter d'impliquer les populations dans les projets mis en place sur le terrain reste fondamental pour leur permettre par la suite de prendre charge leur reconstruction.



Bam désertée.



Bam



Bam, avant le déblayage des décombres.

- *Coordination :*

Les constats liés à la situation actuelle à Bam permettent de diagnostiquer un manque important en matière de coordination entre les différents acteurs. La difficulté à dialoguer avec les instances officielles a déjà été mentionnée comme une entrave majeure mais au-delà, les acteurs non gouvernementaux ont à fournir un effort de prise en compte des initiatives existantes.

Des actions complémentaires et coordonnées peuvent permettre de répondre de manière plus pertinente aux besoins réels des populations affectées. Le manque d'une coordination centrale nourrit des problèmes de gaspillage des ressources, d'actions dupliquées, d'inégalité des bénéficiaires devant l'aide apportée, d'injustices, eux-même générateurs de sentiments de frustration et de tensions sociales.

Les apartés humanitaires ne sont plus d'actualité ; elles ont démontré leurs incohérences et leurs failles. Il faut faire en sorte -de manière active- que ne soient plus balayés les [acquis](#) d'une crise à l'autre.

- *Droit à l'information :*

Le bilan sur la situation à Bam huit mois après le séisme reste incomplet malgré les recherches effectuées et les contacts mobilisés. Le cas de la ville de Baravat est particulièrement parlant ; cette ville de l'agglomération de Bam a été gravement touchée par le séisme mais aucune information n'est disponible quant à l'ampleur des dommages ni quant aux processus d'aide aux populations sinistrées.

La difficulté à recouper des informations complètes, fiables et qui ne soient pas contradictoires met en lumière les manques fréquents en matière de diffusion de l'information autour des réponses apportées à certaines crises, que ce soit à court ou à long terme. On connaît l'impact de cette opacité sur les interventions de solidarité, notamment celles venues de l'extérieur du pays. Ce qui est compréhensible dans les situations d'urgence, où les priorités et les impératifs font passer le travail d'information au second plan, l'est beaucoup moins une fois la phase d'urgence passée. Le manque d'information pénalise l'ensemble des acteurs, que ce soit les bailleurs, les bénéficiaires usagers ou les ONG désireuses d'intervenir.

D'autre part, la difficulté d'obtenir de l'information sur la reconstruction à Bam pose la question du droit des victimes à l'information. Il est normal et essentiel que les populations sinistrées puissent avoir un accès effectif aux informations concernant leur propre devenir. L'incertitude totale dans laquelle sont souvent plongées les populations victimes de crise grave est un poids psychologique supplémentaire à supporter, qui nourrit le sentiment d'isolement et d'abandon. D'autre part, le manque d'information dont disposent les victimes laisse présager du faible degré de consultation et de participation de ces populations sinistrées quant aux projets qui les concernent.

- *Prise en compte de la population :*

Dans la **phase d'urgence**, plusieurs observateurs ont constaté le mécontentement des bénéficiaires envers le travail des Ong internationales. Visiblement, ces Ong n'ont pas été assez soucieuses de la perception des bénéficiaires et de la population locale en général. Les populations n'ont pas été informées ni même consultées ; c'est là un trait classique des opérations humanitaires d'urgence qui tendent à considérer le bénéficiaire comme une victime passive et muette. Si des approches participatives sont



Devant une école, Bam



Bam



Bam

difficiles à mettre en œuvre dans des situations d'urgence critique, informer les populations bénéficiaires et tenter une consultation minimale permet d'éviter certaines tensions liées à la distribution de l'aide.

Une fois la phase d'urgence passée, en matière de respect des populations, un projet sera d'autant pertinent qu'il intégrera la population bénéficiaire comme population actrice de développement, et en l'occurrence de reconstruction. L'élément participatif peut sembler évident lorsque l'on intervient dans le domaine de la reconstruction ; il doit être la base de tout projet de reconstruction, surtout dans un cas comme l'Iran où la crise est prévisible et récurrente. Il est primordial d'utiliser l'expertise des personnes disponibles sur place et de connaître les habitudes de construction des populations locales pour essayer d'y intégrer des modifications salutaires.

Une bonne connaissance du cadre de vie traditionnel est également nécessaire pour proposer un habitat adapté qui respecte les coutumes locales et satisfasse les populations bénéficiaires.

Ainsi, à Bam, les habitants pourraient difficilement concevoir des maisons dépourvues de jardin ou de cours, tout comme ils n'envisagent que des maisons individuelles. Il conviendrait également de considérer la structure urbaine prévalant à Bam avant le séisme : la reconstruction pourrait s'appuyer sur les réseaux de voisinages existant à un niveau micro, du point de vue de la reconstruction physique et spatiale (structurée autour de petits quartiers, les mahalleh), que du point de vue participatif (mobiliser de petits groupes de voisins autour de valeurs communes pour la reconstruction).

2. Réponses dans l'urgence :

- *Loger les populations :*

Les traces du séisme sont encore fortement visibles voire omniprésentes huit mois après. Bam semble s'apparenter à une ville fantôme, encombrée de gravats et de tentes, du temporaire qui dure depuis 8 mois.

Les tentes étaient une solution temporaire mise en place dans l'urgence afin d'abriter les populations ; elles n'avaient pas vocation à se pérenniser. Elles restent le lieu de vie de 40 % des habitants de Bam, parce que la solution post urgence prévue par les autorités (des logements préfabriqués de type « container ») n'a pas « prise ».

La phase post crise a été évaluée pour une durée de 4 mois à partir de février 2004 par les autorités. Elle s'est donc achevée en juin 2004 pour laisser place à la phase de reconstruction. Selon les prévisions officielles, la gestion de la reconstruction devait se dérouler selon différentes phases : dans un premier temps, la construction de préfabriqués temporaires en dehors de la ville, prévus pour héberger les habitants de Bam sur une durée de 2 ans ; durant ces deux années, les autorités avaient prévu d'évacuer les gravats et de nettoyer la ville pour pouvoir réaliser la reconstruction et commencer à organiser le retour de la population dans deux ans.

Seulement, cette planification de la reconstruction s'est heurtée au refus de la population. Les victimes de Bam ont pour la plupart (40 %) refusé de loger dans ces préfabriqués construits à la sortie de la ville, et ce pour plusieurs raisons.



Bam, logements provisoires



Campements à Bam



Préfabriqués situés en périphérie de la ville de Bam.

La localisation, précisément, pose problème : les habitants refusent d'abandonner leur terrain et leurs morts : autant d'un point de vue psychologique que matériel, ils ne veulent pas abandonner leurs ruines, d'autant que des problèmes d'insécurité sont connus dans ces zones périphériques. Or, les populations affectées par le séisme, en détresse, ont plus que jamais besoin de se sentir en sécurité.

D'autre part, ces abris temporaires préfabriqués sont construits en métal avec des toits de tôle, ce qui les rend particulièrement inappropriés aux conditions climatiques de Bam, (autour de 45 degrés en été)³.

Les habitants de Bam demeurent donc pour la plupart en ville, dans les tentes mis à disposition par le croissant rouge et l'aide internationale.

- *Bam, patrimoine mondial ?*

L'aide internationale massive autour de Bam s'est tarie depuis plusieurs mois, une fois la phase d'urgence passée. Si envisager la reconstruction de la ville semble n'être plus aujourd'hui qu'une préoccupation locale, la restauration de la citadelle semble susciter davantage d'intérêts internationaux.

Inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité au lendemain du séisme non sans polémiques, la citadelle Arg-E-Bam est fondamentale en terme de patrimoine pour l'Iran. Elle représente une source de revenus touristiques et une vitrine de l'Iran à l'étranger, en même temps qu'une référence identitaire très forte pour la population de la région de Bam. Appartenant désormais au patrimoine mondial, la citadelle est au cœur de projets de rénovation, sous la responsabilité des autorités iraniennes et de l'Unesco. Elle est donc l'objet d'un traitement différent du reste de l'habitat. En terme de financement de la reconstruction, la priorisation est particulièrement délicate, lorsque l'on a d'un côté des habitations à reconstruire et de l'autre un vestige du patrimoine mondial à restaurer. Cette question peut être dépassée si l'on considère l'importance de la citadelle aux yeux des habitants de Bam et leur désir de la voir restaurée au plus vite. Toutefois, on peut s'interroger sur une éventuelle tension entre les notions de patrimoine mondial et de patrimoine populaire. L'appropriation de ce patrimoine devenu mondial par les habitants des lieux doit être envisagée, afin qu'ils ne se sentent pas dépossédés d'un patrimoine fondamental pour leur identité.

- *Déplacer Bam ?*

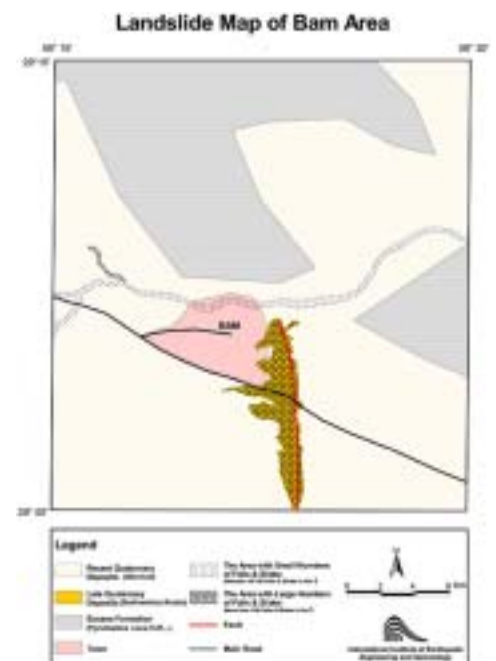
La ville de Bam et sa région sont situées au sud est de l'Iran sur l'une des branches du système de faille de Nayband-Gowk qui a généré plusieurs séismes significatifs depuis 25 ans. Suite au séisme du 26 décembre 2003, la question de l'emplacement approprié pour la reconstruction a été posée. Le débat a donc été ouvert entre acteurs gouvernementaux, institutions internationales et Ong désireuses d'agir dans le domaine de la reconstruction. En effet, la ville de Bam étant située sur une faille sismique connue orientée nord sud, l'une des solutions envisagées dans l'urgence était de considérer l'éventualité d'un déplacement de la population et d'un processus de reconstruction localisé dans une zone moins sensible aux



Modèle de préfabriqués à Bam



Citadelle Arg-E-Bam



³ A ce sujet, il est possible de consulter le manuel Sphère qui propose des normes minimales pour la gestion de crise, notamment dans le domaine de l'habitat : www.sphereproject.org. Toutefois, nous tenons à questionner cette tentative de normalisation qui inspire à mettre en place des concepts et des standards humanitaires minimaux. En effet, chaque situation est différente, chaque groupe humain a ses propres règles et les standards ne tiennent compte ni de la diversité culturelle ni de la nature changeante des contextes et des crises.

risques sismiques. Cette éventualité, qui semble déjà surréaliste en soi, s'est heurtée à plusieurs constats qui ont rapidement clôturé le débat.

Tout d'abord, il faut garder à l'esprit que la ville de Bam était une oasis au milieu du désert de Lout. Un système d'irrigation millénaire permet l'approvisionnement en eau de toute la ville et l'irrigation des dattiers. Symboliquement, la ville de Bam, et les vestiges de la citadelle vieux de 2000 ans, témoignent de l'implantation de l'homme en milieux arides. Ses habitants sont particulièrement attachés à leur ville et à son patrimoine.

D'autre part, dans des cas où les destructions atteignent une ampleur de cette importance et où le coût en vies humaines est tel que les lieux restent imprégnés des pertes humaines, une certaine inertie s'empare des survivants. Marqués psychologiquement à long terme, on constate un certain abattement devant l'ampleur du travail de reconstruction. La tâche peut sembler impossible, voire vaine aux survivants qui demeurent au milieu de ces ruines, rappel constant de la catastrophe. Il pourrait sembler plus judicieux et plus aisé de quitter les décombres pour que la vie reprenne ailleurs.

Mais pourtant, les populations victimes ne veulent pas quitter les lieux ; elles souhaitent rester près de leurs morts, pour pouvoir effectuer leur travail de deuil. En effet, les chiïtes croient au retour de l'âme de leurs disparus parmi les vivants, la veille de chaque vendredi tout au long de la vie. Tous les jeudis soirs, ils se recueillent avec des bougies sur le tombeau de leurs morts. Ce rituel a compliqué encore plus les travaux de déblayages des ruines. Il n'y a pas de vraie séparation entre la vie et la mort en islam chiïte ; les souvenirs de ces morts vont donc persister dans leur mémoire à jamais. Partir de Bam et s'installer ailleurs pourrait équivaloir à oublier leurs morts.

En outre, rester sur place leur permet de surveiller le peu qu'il leur reste, au minimum un terrain, dernier symbole et dernière trace de la vie qu'elles s'étaient construite.

De manière plus pragmatique, les palmeraies et les jardins étant des sources de revenus importantes dans cette région, il est compréhensible que les populations refusent de quitter les lieux pour recommencer ailleurs. D'autant que la solution de la relocalisation de la ville pourrait être pertinente au seul motif de supprimer le risque sismique. Déplacer une ville entière n'a pas de sens, parce qu'une ville n'est pas seulement un espace physique mais aussi le cadre d'une culture et d'une identité, d'activités et de liens sociaux. On ne déplace pas une ville exposée à des risques sismiques mais on renforce ses structures et ses habitats, afin qu'ils soient résistants au séisme.

Or, l'Iran est parcouru par des failles sismiques : un lieu totalement sûr pour une nouvelle implantation est donc difficile à envisager⁴.

L'ensemble de ces considérations a amené les autorités et les acteurs extérieurs à envisager la reconstruction sur les lieux-mêmes de l'ancienne ville de Bam. Notons que suite au séisme de Bam, les autorités iraniennes ont envisagé la possibilité de déplacer la capitale, Téhéran, particulièrement exposée et mal-préparée au risque d'un futur séisme⁵.

⁴ Voir à ce sujet la partie 'sismologie' du rapport sur le séisme de Bam réalisé par l'AFPS (association française du génie parasismique) disponible sur leur site Internet <http://www.afps-seisme.org>.

⁵ Voir à ce sujet les articles de presse disponibles sur le site de « L'Iran d'hier et d'aujourd'hui » : <http://fars.ifrance.com/fars/premieres.php>, article intitulé : 'Après le séisme de Bam, l'Iran songe à déplacer sa capitale.'



Bam



Ville de Bam.

3. Les réalités de la reconstruction :

3.1 Actions entreprises

En terme de **reconstruction**, le gouvernement a publié une liste d'ouvrages publics qui nécessitent une reconstruction et a lancé un appel d'offre à ce sujet. Certains projets ont été confiés au Croissant rouge ou à d'autres organisations, telle la Croix Rouge Française pour la reconstruction d'une école d'infirmiers. En ce qui concerne les [infrastructures scolaires](#), particulièrement touchées par le séisme, des projets de [prototype](#) ont été établis par les autorités iraniennes et proposés aux potentiels bailleurs de fonds.

En ce qui concerne les maisons individuelles, le gouvernement a décidé de verser 10 000 euros par famille (dont une partie remboursable) pour la reconstruction d'une maison. Cependant, dans un rapport du mois d'août, [Caritas Suisse](#) mentionne que les versements n'ont toujours pas commencé. D'autre part, l'attribution des terrains risque de poser problème, les documents administratifs comme les titres de propriété ayant disparus dans la catastrophe. Force est de constater une certaine inertie de la part des autorités iraniennes, inertie qui explique en partie le peu d'évolution dans la situation à Bam depuis huit mois. Fait emblématique : le master plan de la ville n'a toujours pas été mis à la disposition des acteurs de la reconstruction. Or, l'inertie du gouvernement ne risque-t-elle pas de freiner les ONG désireuses d'intervenir en Iran ?

Dans la ville même de Bam, les travaux de reconstruction n'ont pas encore débutés mais l'évacuation des gravats devrait être achevée prochainement.. Des réflexions sur l'après Bam voient le jour, notamment sur [l'initiative d'architectes locaux](#) qui cherchent à proposer des solutions pertinentes en matière de reconstruction.

D'autre part, des **projets de reconstruction** ont démarré dans les villages alentours, menés par des ONG étrangères, notamment [Caritas Suisse](#) et [Caritas Hollande \(Cordaid\)](#).

[Cordaid](#) a élaboré son projet de reconstruction à Bam sur base d'une évaluation des dommages et des besoins menée par le réseau Caritas durant les deux premières semaines du mois de janvier 2004.

Ce projet comporte plusieurs volets :

1. La reconstruction proprement dite, avec des technologies et matériaux spécifiques.
2. Le volet formation,
3. La démarche "income generating", avec un programme d'emploi de la population locale.

Date de commencement : 1er février 2004 ; durée du projet : 8 mois.

[Caritas Suisse](#) a entrepris à Bam un projet de reconstruction de 265 maisons individuelles incluant un volet formation à la construction parasismique. Le but général de l'intervention de Caritas Suisse à Bam est de mettre en place un projet qui soit le plus adapté possible à la culture, au climat et au style de vie des communautés locales en même temps qu'il mette en œuvre une technologie préventive, résistante aux séismes ainsi qu'aux vents violents du désert. Au-delà de la reconstruction physique de l'habitat, il s'agit de permettre la participation des bénéficiaires au processus de reconstruction, notamment en les formant et de travailler dans le respect des spécificités locales en matière d'habitat.



Fondations réalisées par Caritas Suisse



Photo Caritas Suisse

Comment reconstruire ?

Outre le choix du lieu de reconstruction, les acteurs souhaitant intervenir dans le processus de reconstruction sont amenés à se demander **comment reconstruire** : faut-il rester sur un schéma de reconstruction à l'identique, afin d'atténuer les effets de la catastrophe ou profiter de la crise pour engendrer des évolutions en matière d'habitat? Au niveau sismique, il semble évident qu'il faille tirer les leçons de Bam : intégrer des mesures parasismiques au processus de reconstruction et utiliser le travail de reconstruction pour diffuser une expertise dans ce domaine.

Pour ce qui est des matériaux utilisés, certaines démarches préféreront miser sur l'utilisation –au moins en partie- de matériaux traditionnels, tels la terre crue, afin de produire un type d'habitat conforme à la tradition locale et respectueux des populations⁶.

D'autres démarches plus innovantes seraient également susceptibles de voir le jour tout en tenant compte des impératifs pratiques découlant de la culture et du mode de vie iraniens⁷.

3.2 Inscrire un projet dans son contexte :

L'intervention en zone d'urgence ou de post urgence nécessite de prendre en compte certaines contraintes qui conditionnent la réussite d'un projet. Une action dans un pays tiers ne peut se penser comme une action hermétique ; elle influe sur le contexte dans lequel elle intervient et est elle-même influencée par ce contexte. Ces contraintes peuvent être culturelles, économiques ou légales. Elles sont particulièrement cruciales lorsque l'on s'attaque au cadre bâti et à la question de l'habitat.

Créer un projet pertinent et efficace demande de connaître l'ensemble des vulnérabilités existantes afin de réaliser des projets appropriés et durables. Prendre en compte la question de l'habitat permet de dégager ces contraintes, de les rendre visibles, parce que penser un projet d'habitat implique de questionner sa durabilité et par là même sa pertinence à répondre aux problématiques de fond. A Bam, garder à l'esprit que l'habitat est en lien avec le processus de précarisation des populations affectées par une crise amène à s'interroger sur l'accès à la reconstruction. Or, deux éléments sont alors mis en lumière : la question foncière et la question économique. Comment les populations peuvent-elles reconstruire leur cadre de vie, compte tenu des contraintes légales et matérielles ?

Population cible :

Suite au séisme, beaucoup d'habitants de Bam ont quitté la ville, notamment pour la ville de Kerman, distante de 180 km. Il est nécessaire de faire un diagnostic sur les causes du départ des populations de Bam afin de déterminer qui est resté à Bam. Cela permettra de mieux cibler les bénéficiaires des programmes de reconstruction. En effet, plusieurs facteurs entrent en ligne de compte : certains restent parce qu'ils n'ont pas



Travail de reconstruction de Caritas suisse à Bam..

⁶ Voir à ce sujet le projet proposé à Bam par l'ONG turque le Croissant Bleu qui utilise des blocs de terre crue stabilisée.

Voir également les recherches menées par Craterre EAG sur l'utilisation de la terre crue dans la reconstruction de Bam : <http://terre.grenoble.archi.fr>.

Sur l'utilisation de techniques traditionnelles, des ressources sont disponibles sur le réseau Basin, building advisory service and information network : <http://www.gtz.de/basin/>.

⁷ Voir les projets de reconstruction mis en place ou envisagés à Bam.

de famille dans la région et tous sont imprégnés de la volonté de ne pas laisser leurs morts. Mais au-delà de ces motifs, certains restent parce qu'ils n'ont pas les moyens matériels de partir et d'attendre ailleurs que la reconstruction soit entamée. Ceux-là restent sur les ruines de la maison qu'ils habitaient pour s'assurer qu'ils pourront continuer à y vivre, soit qu'ils ne possèdent pas de titre de propriété, soit que ceux-ci aient disparus dans la catastrophe.

Ce serait donc bien les populations les plus vulnérables qui seraient encore présentes, huit mois après le séisme, sur les lieux de la catastrophe.

Or, ces observations aboutissent à s'arrêter sur la question foncière. Les familles qui ne sont pas propriétaires auront davantage de mal à s'investir dans un processus d'auto reconstruction et risquent de se voir exclues du cœur de la ville une fois la reconstruction achevée. On peut alors craindre l'établissement de zones d'habitat précaire en périphérie de Bam (précarité foncière et précarité du cadre bâti).

Besoins non couverts des populations :

La **vie économique** de Bam semble toujours suspendue, arrêtée, puisque la majorité des commerces ont été détruits et que l'activité touristique générée par la citadelle est bien entendue tarie. L'économie a été grandement affectée par les destructions massives et continue de l'être huit mois après la catastrophe. Les importantes pertes humaines ont engendré une disparition de compétences ; la région de Bam manque aujourd'hui cruellement de personnel qualifié, notamment pour la culture des dattes et l'entretien des quanats, également au niveau du travail social. En ce qui concerne les palmeraies, si la réfection des canaux d'irrigation est un élément présent dans la plupart des projets d'aide à Bam, on a pu constater sur place que ces canaux ne sont en effet plus obstrués mais ne fonctionnent pas pour autant de façon optimale. En outre, l'ampleur du travail d'irrigation est trop grande puisque la plupart des palmiers ont manqué d'eau trop longtemps pour lutter contre la sécheresse. Il semblerait nécessaire de mettre en place des programmes de plantation qui sont certainement envisagés par les autorités mais sur lesquels les informations disponibles sont quasi inexistantes.

D'autre part, la disparition d'un grand nombre d'hommes laisse des veuves en charge de la famille, du terrain et de l'entreprise familiale, alors que les femmes n'avaient pour la plupart jamais géré ce type de responsabilités.

La reprise de la vie économique permettrait un impact psychologique majeur sur des populations légitimement traumatisées par les pertes humaines et l'ampleur des dégâts matériels. La population semble particulièrement désarmée devant l'ampleur de la tâche de reconstruction. Des programmes d'aide visant la reprise d'activités économiques, notamment pour permettre une certaine indépendance des habitants de Bam sembleraient judicieux. Or, à ce jour, il semble qu'aucun programme ne prenne en compte la disparition de tout le réseau des petits commerces par exemple. D'autre part, nombre de veuves se retrouvant sans leur mari, se voient privées de source de revenu ; des programmes imaginant des solutions (formations, ateliers,...) pourraient être envisagés et bien accueillis.

Si l'on sort de la démarche de reconstruire pour les populations et que l'on privilégie le soutien des populations dans leur effort d'auto-reconstruction, on constate la pertinence du lien entre reconstruction de l'habitat et reprise économique. Les populations, pour reconstruire par elles-mêmes, ont nécessairement besoin d'accéder au revenu ; les ONG qui travaillent sur l'habitat pourrait soutenir en amont la reconstruction (notamment au travers de programme de micro-crédits) et l'accompagner ensuite (formation aux techniques parasismiques, contrôle du processus de construction...) tout en contribuant à relancer l'activité économique.



Photo Caritas Suisse

D'autre part, il s'agit non seulement de concevoir une région touchée par un séisme en terme de reconstruction physique des bâtiments, mais aussi de contribuer à la remise en place du tissu social et culturel gravement fragilisé. Reconstruire les habitats, et penser aussi à la reconstruction des écoles, des commerces et de tous les attributs nécessaires à la reprise d'une activité 'normale', envisager la reconstruction de l'identité des habitants de la région qui passe certainement par une restauration de la citadelle et du patrimoine historique de manière plus large. Des programmes pourraient également s'atteler à la reconstruction morale des populations touchées par le séisme : en effet, comment s'assurer que des populations profondément traumatisées parviennent à réinvestir les maisons ? Quelle aide psychologique peut être envisagée et pertinente, en tenant compte des conceptions et des croyances locales ? ...



Bam

3.3 Recommandations sur la programmation des projets en zone grise

- *La notion de partenariat :*

Dans des situations post crise, les interventions comprenant une vision long terme ont souvent des difficultés à s'insérer dans le paysage local, soit que la crise a déstructuré le processus de décision et de responsabilité, soit que celui-ci se caractérise par une certaine opacité, qui, si elle s'efface pour laisser une certaine marge de manœuvre aux interventions d'urgence, se renforce dès cette phase achevée. On le voit bien dans le cas de Bam, où seules des Ong qui ont pu s'appuyer sur un partenaire local préexistant à la crise ou bénéficiaire d'une structure en réseau (Caritas, la Croix Rouge), ont été en mesure d'intervenir sur des projets long terme (de reconstruction ou de renforcement des capacités).

Les réflexions sur le cadre bâti en phase de post urgence initiées depuis plusieurs années aboutissent à la prise en compte des notions de durable et d'approprié. Or, l'intervention dans un contexte de post urgence, si l'on a pour objectif le respect de ces deux critères, passe nécessairement par une démarche partenariale. En effet, l'étanchéité de certains projets d'urgence, si elle est souvent justifiée par des impératifs de rapidité et de priorité, n'est plus pensable dès que l'on souhaite inscrire un projet dans un processus durable. On l'a dit, une réponse qui se veut appropriée dans un cas comme celui de Bam (renforcer les capacités des populations locales à résister à la crise) se base nécessairement sur une approche participative, notamment au travers de formations ou d'une démarche d'autoconstruction (utilisation de l'expertise locale des populations par ces populations pour leur propre reconstruction.)

Or, une réponse de ce type ne peut se passer de l'appui et des ressources (humaines, culturelles,...) d'un partenaire local. Sans partenaire soutien, la formation de la population peut, à titre d'exemple, se heurter à un blocage culturel qui enraye le processus de transfert de compétences et ne pas « prendre. » De la même manière, on connaît les difficultés liées aux programmes de soutien psychologique dans des contextes où les différences culturelles très marquées ajoutées au barrage de la langue créent un fossé entre le praticien psychologue occidental et le patient auquel il s'adresse. Dans ce type de crise, contexte d'intervention privilégié des ONG urgentistes comme Médecins du Monde ou Médecins Sans Frontières, ce type de difficultés est habituel. Se pose ici la question de la préparation des ONG à ce type de crise et de la qualité des interventions de solidarité internationale.

Ayant connaissance des obstacles qui diminuent l'efficacité des actions sur le terrain, il semblerait pertinent, en tant qu'organisation de solidarité internationale, de remettre en cause nos pratiques professionnelles et de créer des mécanismes d'amélioration de ces pratiques. Ainsi, établir des

relais locaux qui seraient immédiatement mobilisables, dans l'urgence (une équipe de psychologues locaux par exemple ou une structure locale capable d'identifier et de mobiliser des praticiens locaux) à la prochaine catastrophe de ce type permettrait d'apporter une réponse plus efficace.

D'autre part, ce type d'intervention souligne l'importance de prendre en compte la place de l'habitat dès la phase d'urgence. Dès qu'un accompagnement psychologique des victimes est mis en place, on constate l'importance du lien entre la reconstruction morale des populations et la reconstruction physique. Le rapport au bâti de ces populations victimes d'un séisme est très fort ; on le voit à Bam, leur attachement aux ruines est palpable et influe sur toute initiative de reconstruction. Il convient donc que les acteurs qui prennent en charge l'aide psychologique aux populations interpellent, dès la phase d'urgence, les acteurs pouvant travailler autour du bâti pour leur signifier l'importance du cadre bâti, du lieu et du type de reconstruction dans le processus de reconstruction psychologique de ces populations (notamment, comment effectuer un travail de deuil face à la disparition d'un cadre bâti, lieu de vie, de souvenirs, et d'attachement.)

On rejoint là un autre point essentiel mis en lumière par la catastrophe de Bam : l'anticipation. De plus en plus, des réflexions émergent pour mettre en avant l'importance d'anticiper ce type de crises finalement prévisibles pour pouvoir intervenir d'une manière pertinente. On l'a vu pour Bam, l'identification de partenaires locaux peut être extrêmement difficile dans une situation de crise et prendre énormément de temps. Les ONG ne devraient-elles pas pré-identifier des partenaires, effectuer un travail en amont afin d'être capables d'intervenir sur des projets viables, appropriés et durables ?

- *Identification des projets :*

Cela amène à poser la question du choix du terrain d'intervention : comment la décision d'intervenir est-elle prise ? Les ONG intervenant dans un contexte de post urgence identifient généralement un projet suite à l'appel d'un partenaire local ou d'une structure locale ; cela permet à ces structures de garantir une certaine viabilité du projet ainsi identifié puisqu'elles sont sûres d'avoir un relais et un ancrage local, auprès des populations bénéficiaires.

Cependant, se limiter à ce type d'approche basée sur le partenariat peut devenir restrictif. Ainsi, certaines régions en crise notamment dans les cas d'un conflit chronique, et dont la société civile est totalement déstructurée, voire quasi-inexistante, risquent de tomber dans le registre des crises oubliées. D'où la nécessité de travailler en amont pour identifier et soutenir des énergies locales dans les pays où les crises sont prévisibles. Renforcer les sociétés civiles des pays du sud est le préalable nécessaire à l'élaboration d'une démarche de partenariat et à la conception de projets durables et appropriés.

- *La crise envisagée comme un facteur de changement :*

Une crise peut être perçue comme facteur de changement ; à ce titre une crise telle que celle de Bam devrait pouvoir permettre à une population iranienne de mettre en place des mécanismes de prévention et de minimiser les dégâts causés par un tel événement sismique, qui appartient à une liste déjà lourde en l'espace de 40 ans :

En 1962 à Qavzin près de Téhéran un séisme de magnitude 7 a fait 12 200 morts

En 1978 à Tabas un séisme de magnitude 7.7 a fait 15 000 morts

En 1981 un autre a causé la mort de 5700 personnes



Bam

En 1990 à Roudbar le nombre de morts s'est élevé à 40 000 morts
En 1997 à Boinzahra 1 600 personnes ont péri.

Dans les pays où le risque sismique élevé et la fragilité des constructions entraînent des victimes en grand nombre de manière systématique et massive, l'analyse des besoins, et de leur origine, conduit à poser la question de **la préparation au désastre** et de la vulnérabilité de ces populations face à un événement sismique de cette ampleur. Plutôt que de reconstruire matériellement, il s'agit, dès lors que l'on veut apporter une réponse durable et efficace, de renforcer les capacités de gestion de la crise de la population et des autorités locales, mais au delà, de préparer l'habitat et les populations à ce type d'événement et de réduire leur vulnérabilité en renforçant les ouvrages existants.

Or, des maisons hyper résistantes pourraient être construites « clés en main », sans pour autant atteindre l'objectif de résistance d'une population et d'une société face au risque sismique. Les populations devraient pouvoir être en mesure de construire un habitat résistant. Des projets misant sur l'auto reconstruction et comprenant un volet formation permettraient concrètement d'assurer un renforcement des compétences au niveau local. Diffuser l'expertise technique en matière parasismique directement auprès des acteurs quotidiens de la reconstruction et sensibiliser la population à l'importance de mettre en pratique des techniques parasismiques simples et efficaces semblent être des actions particulièrement pertinentes dans des cas de reconstruction suite à une catastrophe comme celle de Bam, dans des pays à fort risque sismique.

[A ce sujet, les projets de reconstruction mis en œuvre dans la région de Bam par Caritas Suisse (notamment) sont particulièrement soucieux de ces problématiques : cf document de projet]

Mais l'Iran n'est pas un pays faible en compétences de ce type : les bibliothèques sont pleines d'ouvrages concernant la construction parasismique. Depuis 1989, l'Iran a mis en place un code parasismique exigeant qui doit être respecté pour chaque construction. On trouve à Téhéran les ingénieurs les plus compétents de la région et des centres d'études à l'avant garde en matière parasismique. Les rapports exhaustifs produits par les professionnels iraniens membres de l'International Institute of Earthquake Engineering and Seismology (IIEES), basé à Téhéran participent à ce travail de capitalisation de l'expérience en matière parasismique.

Là où le bas blesse en Iran, c'est que la compétence des ouvriers qui participent directement à la mise en œuvre des matériaux n'est pas toujours au rendez-vous et ne suffit pas à fiabiliser les structures quelles soient en béton armé en métal ou en maçonnerie. L'Iran d'aujourd'hui souffre d'un manque d'ouvriers qualifiés dans la construction et possédant une conscience professionnelle indispensable pour atteindre une qualité minimale attendue. Ajoutons à cela un manque flagrant de chef de chantier et de conducteurs de travaux qui sont sensés connaître parfaitement les normes parasismiques et celles du bâtiment.

Les défauts relevés sur les bâtiments en ruine prouvent que ces lacunes sont responsables de la majorité des effondrements dans les constructions modernes. Sans ces compétences et sans un contrôle omniprésent la reconstruction ne pourra s'effectuer dans de bonnes conditions.

En outre, la formation des architectes à la conception parasismique ne semble pas être suffisamment développée en Iran.

La performance du comportement dynamique d'une construction face à une secousse sismique passe par le respect de quatre règles de base :

Bon choix du terrain et fondations adaptées.

Bonne conception architecturale respectant les critères basiques (régularité, rigidité, forme, joints etc.)



Bam



Exemple de destructions à Bam.

Respect de la réglementation parasismique.
Bonne mise en œuvre des matériaux en respectant les dispositions constructives parasismiques.

Pourtant, malgré ces compétences techniques, l'expérience malheureuse en matière de séisme et les exigences légales, des catastrophes comme celle de Bam peuvent encore se produire aujourd'hui en Iran, présageant de l'hécatombe que provoquerait un tel scénario à Téhéran.

Où est le blocage lors du transfert des compétences ? Pourquoi l'expertise des spécialistes iraniens ne se retrouve-t-elle pas dans la construction concrète des habitats ? La hiérarchie sociale, les bocages bureaucratiques et le sentiment de fatalisme propre à la culture iranienne sont autant de facteurs qui diluent l'expertise iranienne en matière parasismique. Si certains modèles de construction prennent en compte la réglementation, c'est lors de la mise en œuvre que les exigences ne sont pas respectées. Les normes strictes sont « assouplies » voire bradées pour réduire les coûts, alors que les contrôles semblent insuffisants ou inadaptés. Il est difficile de mettre le doigt sur des causes précises ; néanmoins il apparaît que ce désastre résulte en grande partie d'une mauvaise mise en œuvre des dispositions constructives parasismiques dans les constructions récentes ainsi que d'une très forte vulnérabilité des constructions anciennes. Un manque de rigueur à différentes phases de la construction et du contrôle semblerait expliquer ce décalage entre un processus de construction et de contrôle normatif efficace sur le papier et défectueux sur le terrain. Un double niveau de contrôle, interne et externe, permettrait peut être une plus grande qualité de mise en œuvre indispensable pour obtenir un résultat fiable.

Les interrogations et les suggestions sont nombreuses, la crise de Bam s'en fait l'écho. Reste à convaincre de l'importance d'une démarche d'[évaluation](#) et de suivi des projets menés. Ce type de démarche permettrait de tirer profit des expériences réussies ou douloureuses et de les capitaliser afin d'élaborer des réponses post-urgence de [qualité](#), alliant prise en compte des besoins urgents et respect des impératifs qui conditionnent le succès des projets de ce type : durabilité et acceptabilité.

Certains pays touchés par de tels événements (USA, Turquie, Japon, Canada..) ont mis en place des organisations spécialisées dans le domaine de la préparation au désastre, des projets de coopération existent au niveau international. La réduction des conséquences catastrophiques d'un séisme sur les vies humaines et le tissu économique passera aussi par un transfert de compétence entre ces différents acteurs. Restent deux limites : l'inertie d'un gouvernement autoritaire et l'absence de pouvoir économique des populations locales ou d'un Etat socialement responsable.



Bam, janvier 2004.